

d'argent que tous les gouvernements fédéraux précédents de toute l'histoire du Canada.

C'est vrai, mais depuis lors, les taux d'intérêt ont augmenté d'environ 3,5 ou 4 p. 100. Ça n'était pas nécessaire, à mon avis. Je ne suis pas grand économiste, mais je sais qu'ils sont plus élevés de 3,5 p. 100 que les taux d'aujourd'hui aux États-Unis. Au Canada, le taux préférentiel s'établit aujourd'hui à 13,5 p. 100. Voilà la concurrence à laquelle le gouvernement doit faire face. Aux États-Unis, ce taux vient de glisser sous la barre des 10 p. 100.

● (1540)

Tous les agriculteurs doivent payer ces intérêts. Le sénateur Barootes parlait d'un taux variable. D'après mes renseignements, et je me suis informé auprès des banques, elles n'accordent pas aux agriculteurs de prêts qui ne soient pas à des taux variables. Il existe des prêts à très court terme, mais le reste des prêts sont à taux variable. Les agriculteurs paient 13,5 p. 100 et plus. Dans certains cas, certains de ces pauvres agriculteurs dont le crédit est peu solide parce qu'ils ont manqué un paiement ou deux, paient 2 p. 100 de plus que le taux préférentiel. Ce sont eux qui sont vraiment en difficulté. Cela veut dire que leur taux variable s'établit à 15,5 p. 100 à l'heure actuelle.

Il en coûte environ 11 milliards de dollars au gouvernement fédéral simplement parce que nous maintenons notre taux d'intérêt bien au-dessus de celui des États-Unis. Avec une dette de 320 milliards—c'est là que nous en sommes, grâce aux conservateurs nous ont conduits—cela veut dire que chaque fois que le taux d'intérêt augmente de pour cent, il en coûte 3,2 milliards par année en intérêts au Trésor fédéral. Si notre taux est plus élevé de 3 ou 3,5 p. 100 que nécessaire, cela veut dire que le gouvernement fédéral paie environ 11 milliards, ou près de 12 milliards, aux détenteurs d'obligations du Canada. Voilà, je crois, qui excède d'autant ce qu'il faut payer.

Je vois le sénateur Phillips hocher la tête; il doit être d'accord avec moi.

Pourquoi faisons-nous ça? On dit que c'est pour lutter contre l'inflation. Quelle est l'inflation contre laquelle nous luttons? Croyons-nous exercer un tel poids sur les prix internationaux de tous les produits que nous consommons au Canada, que nous puissions avoir une grande influence? Croyons-nous que nous allons voir une grande fuite de capitaux du Canada? Certains pensent que si le dollar canadien était dévalué un peu plus, notre économie s'en porterait mieux. Sa valeur se situe aux environs de 85c., bien qu'elle ait légèrement baissé ces derniers jours. La plupart des économistes qui étudient ces questions soutiennent que la valeur du dollar canadien est probablement de huit à dix points supérieurs à celle que dicterait la seule activité économique. Ce sont les taux d'intérêt déraisonnablement élevés imposés par la Banque du Canada qui sont responsables des huit à dix points supplémentaires, faisant passer la valeur du dollar à 85 ou 86c. U.S.

Le gouvernement doit assumer ses responsabilités. Le ministre des Finances rencontre le gouverneur de la Banque du Canada toutes les semaines. Le gouvernement ne peut pas se dérober en disant que c'est la politique du gouverneur de la banque. Cette situation a été modifiée il y a quelques années à la suite de l'affaire Coyne. C'est le gouvernement qui doit avoir le dernier mot. Veut-il poursuivre cette politique, bien

que les Canadiens et les agriculteurs paient des intérêts de 14,5 p. 100 et de 15 p. 100 sur des dettes dont ils ne peuvent réduire le principal depuis des années à cause de la sécheresse? Il me semble que le gouvernement devrait faire face à la musique et diriger le pays. Que John Crow continue d'occuper le poste de gouverneur de la Banque du Canada n'importe guère à l'agriculteur qui risque la faillite à cause des politiques de la banque. Le ministre des Finances doit assumer cette responsabilité. Il devrait au moins prendre son courage à deux mains et dire que cette politique n'est bonne ni pour le Canada, ni pour le déficit, ni pour ceux qui doivent payer ces taux d'intérêt déraisonnables.

Je connais beaucoup de gens qui habitent dans la région qui a connu sa sixième année de sécheresse en 1989. Comme le sénateur Barootes l'a signalé, la sécheresse reviendra probablement, parce que l'humidité souterraine dans les Prairies est à son plus bas niveau depuis qu'on recueille des statistiques sur les conditions atmosphériques. Nous n'avons pas eu une quantité raisonnable de neige depuis le début de l'hiver, qui devait commencer en octobre ou en novembre. L'humidité est sortie du sol l'année dernière, pendant la sécheresse. Dans la région dont parle le sénateur Barootes et qui se situe près de la frontière entre l'Alberta et la Saskatchewan, les récoltes ont été un échec quasi total. Il s'agit d'une région en forme ovale atteignant quelque 150 milles de largeur à la frontière. Il est tombé un peu de pluie au printemps, au début de la saison des cultures, mais lorsque la récolte a presque atteint sa pleine maturité, et que les épis se formaient, elle s'est desséchée. Aucune quantité appréciable de pluie ou de neige n'est tombée depuis lors. C'est ce à quoi les agriculteurs doivent s'attendre pendant la campagne de 1990.

Le sénateur Spivak: Ils devraient peut-être planter des arbres.

Le sénateur Olson: Certains d'entre eux auraient beaucoup de mal à faire face à leurs obligations financières s'ils devaient attendre 45 ou 50 ans que les arbres rapportent. Il semble que le gouvernement se dégage lui aussi de toute responsabilité. C'est formidable de planter des arbres, mais pas au risque de mourir de faim en attendant qu'ils poussent.

Honorables sénateurs, le gouvernement doit aussi comprendre qu'il a la responsabilité d'exercer au sein de la communauté internationale une certaine influence sur ce que les États-Unis et l'Europe font. Il est toujours en proie au désespoir, à gémir qu'il ne peut rien, que l'Europe et les États-Unis se livrent une petite guerre de subventions. Je n'en crois rien, honorables sénateurs. Je sais que depuis des années les ministères fédéraux comme ceux des Affaires extérieures et du Commerce extérieur doivent déployer des efforts diplomatiques dans ces domaines pour que ces guerres de subventions ne ruinent pas nos agriculteurs. Le gouvernement se dérobe quand il dit qu'il ne peut rien faire. Je sais qu'il y a eu des pressions exercées en Europe, particulièrement ceux du groupe de Cairns et d'autres groupes d'autres pays, mais sans résultats. Est-ce à dire que ceux qui dirigent le gouvernement du Canada ne sont pas à la hauteur de la tâche?

Une voix: Oui.

Le sénateur Olson: Je suppose que oui. Leur devoir est d'essayer encore et encore parce qu'il n'y a pas maintenant d'excédent de blé dans le monde comme par les années passées.